

l'actualité générale ou à l'actualité dans l'entreprise : représentativité de la CFT dans la Chimie par exemple).

c) 1) Nous n'avons pas d'opposition de principe à ce qu'une centrale syndicale prenne position dans une bataille électorale dont l'issue n'est pas indifférente à la menée des luttes revendicatives. Mais le syndicat étant l'arme de tous les travailleurs, il est normal qu'il existe en son sein des militants qui se reconnaissent dans différentes organisations politiques. La prise de position de la majorité du syndicat sur le programme électoral serait donc parfaitement concevable, à condition qu'elle résulte d'un débat dans lequel les différentes tendances auraient pu faire connaître leur position à l'ensemble des syndiqués, par le biais de tribunes dans la presse syndicale, notamment. Dans la mesure où le syndicat n'est pas régi par le centralisme démocratique (1), les différentes positions devraient être présentées en terme de majorité et minorité du syndicat. C'est là le fond de notre position.

2) Maintenant, il est évident que la situation et le rapport de forces actuel au sein de la CGT ne permettent pas d'exposer notre position dans son intégralité. Ce que nous pouvons dire dans les sections où nos camarades ont de l'audience, c'est que la direction confédérale a pris position sans impulser un réel débat avec consultation de tous les syndiqués. Il s'agit là d'une question de démocratie syndicale.

3) Au delà, nous pouvons avancer certains arguments tactiques qui prennent les stalinien à leur propre jeu. Puisqu'ils ne présentent pas le syndicat comme l'école du socialisme, puisqu'ils insistent sur le partage des tâches entre parti et syndicat, nous pouvons dire qu'en appelant à voter pour certaines listes dès le premier tour, alors qu'il y a plusieurs listes de candidatures ouvrières, ils jouent un rôle de division. Nous pouvons aussi protester contre le fait que le syndicat se fasse (par les pétitions, en prenant l'initiative de créer des comités d'Union Populaire) directement l'agent électoral de l'Union de la Gauche. Cela revient à faire du syndicat la courroie de transmission du PC au détriment des luttes et à diviser les travailleurs qui n'ont pas tous la même opinion sur les meilleurs moyens de parvenir au socialisme. Mais les camarades doivent être conscients qu'il s'agit là d'arguments tactiques qui attaquent les stalinien sur leur propre terrain. Ils ne doivent pas obscurcir dans l'esprit des militants Ligue l'argumentation de principe qui est développée au point 1. Enfin, au cas où la CGT déciderait bureaucratiquement de participer en tant que telle à des comités d'Union Populaire, les militants connus comme Ligue se battraient pour que les sections syndicales n'en prennent pas l'initiative.

### DANS LA CFDT

4) Notre intervention dans la CFDT vu les positions de la centrale et sa nature, est plus facile : nous essayerons d'y susciter le débat le plus large en proposant des discussions dans les sections syndicales sur l'Union de la Gauche et en réclamant ensuite un débat commun avec la CGT en assemblée des syndiqués CFDT-CGT. Il est vraisemblable que la direction CGT refusera ce genre d'assemblées et se placera ainsi en position de faiblesse.

La section CFDT fera connaître publiquement son analyse du programme commun : nous devons éviter l'unanimité et dire franchement qu'il y a différentes positions dans la section syndicale, ce qui est normal dans une section « démocratique » (les camarades pourront par exemple reconnaître avec satisfaction que les revendications syndicales sont reprises dans le programme commun mais regretter qu'on ne parle pas d'augmentation égale pour tous) : certains camarades ont exprimé leur accord avec le projet, mais soulignent l'absence de perspectives autogestionnaires (le courant

Maire) ; d'autres (nous) estiment que le programme commun ne peut pas mener au socialisme, en expliquant pourquoi.

La critique que nous faisons à la direction Maire porte essentiellement sur l'analyse qu'elle fait du programme commun « mi-chèvre, mi-chou ». Nous disons, nous, clairement que ce programme ne peut conduire au socialisme, et notre critique porte moins sur la division des tâches (au syndicat les luttes, au parti la politique) — attitude qui est ambiguë et ne peut être comparée à l'« apolitisme » de FO — que sur la logique du programme lui-même.

5) La garantie de notre intervention, en l'absence de militants apparaissant publiquement comme membre de la Ligue, sera le point d'appui fourni par l'agitation extérieure à l'entreprise. Cette agitation extérieure est décisive pour aider nos militants et la frange de militants d'avant-garde critiques à résister à la pression qui s'exercera sur eux.

a) Nous devons au maximum réaliser des petits meetings locaux sur les quartiers ou dans les entreprises ; les DV et les DS prendront en charge leur préparation matérielle, qui ne peut être assurée par les cellules seules.

b) Les taupes devront :

1) utiliser l'actualité dans et hors de l'entreprise pour développer nos explications en liaison avec les campagnes de l'organisation (armée, Vietnam...) ou sur des thèmes tels que la participation ou les contrats en ripostant du tac au tac lors d'émissions de télé (A Armes Egales) ou de discours politiques importants.

2) Assurer une rubrique régulière sur le Chili sur des thèmes précis (la droite s'organise — le rôle des syndicats — la gestion des entreprises, etc...).

3) Faire de la propagande sur la démocratie ouvrière, le rôle des comités de grève, de l'auto-défense (en s'appuyant sur l'existence de la CFT) et en liant cela à notre conception du socialisme.

4) Mener une agitation anti-capitaliste systématique sur les scandales, les TOM-DOM, les immigrés (circulaire Fontanet).

6) Enfin, un stage de tous les militants ouvriers sur le programme commun et l'Union de la Gauche, encadré par le BP et le CC est convoqué les 2 et 3 décembre (la préparation du Congrès ne permettant malheureusement pas que le stage se tienne avant).

### DANS LA FEN

La direction confédérale de la FEN se refuse à prendre position sur le programme commun et l'Union de la Gauche, au nom de la charte d'Amiens et de l'indépendance du syndicat. Les stalinien, de leur côté, utilisent les syndicats qu'ils contrôlent (SNES, SNESup, SNCS...) comme force de pression dans la bataille pré-électorale. Nous sommes donc confrontés dans la FEN au double danger d'apolitisme et de manipulation bureaucratique du syndicat. Dans les sections de la FEN et à tous les niveaux, nous demandons donc que le débat soit mené sur le programme commun. Nous critiquons ce programme qui donne une justification a posteriori de la tactique syndicale démobilisatrice pratiquée par la tendance d'Unité et Action depuis trois ans, dans le SNES notamment. Nous soulignons l'absence dans ce programme de toute analyse critique de la fonction de l'école de classe qui est pourtant un problème de premier plan pour les enseignants. Enfin, nous mettons en évidence l'absence de structures démocratiques de mobilisation susceptibles d'ouvrir une voie révolutionnaire pour le renversement de l'Etat bourgeois.

Nous ne devons pas nous satisfaire de la position de la direction confédérale. Mais nous ne devons pas davan-